

Décembre 2011



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Trente et unième session
Hanoï (Viet Nam), 12-16 mars 2012
Point 8 de l'ordre du jour
Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux

Table des matières

	Paragraphes
I. Situation actuelle en matière d'insécurité alimentaire et nutritionnelle	1-3
II. Perspectives pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde	4-8
III. Nouveaux enjeux	9-31
IV. Conclusions et recommandations	32-34

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'internet, à l'adresse www.fao.org.

I. Situation actuelle en matière d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

1. La région Asie-Pacifique a connu une croissance économique fulgurante au cours des dernières décennies. En conséquence, la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement de la région a chuté de 20 pour cent de la population en 1990-1992 à 15 pour cent en 2006-2008 (la période la plus récente pour laquelle la FAO possède des données complètes par pays). Plus récemment, la région s'est rapidement remise de la crise économique de 2009 et a, globalement, enregistré une croissance plus rapide que le reste du monde au cours des deux ou trois dernières années. Si cette croissance continue à bénéficier aux pauvres (comme cela a été le cas dans le passé), la sécurité alimentaire continuera de s'améliorer.

2. Malgré ces bonnes performances économiques, la région Asie-Pacifique est davantage touchée par la sous-alimentation que les autres régions du monde. La FAO a estimé qu'en 2010, 578 millions de personnes sous-alimentées, soit 62 pour cent du total à l'échelle mondiale, vivaient dans cette région. La pauvreté et l'insécurité alimentaire persistent en raison de facteurs économiques et domestiques. Au plan macroéconomique, ces facteurs sont les suivants: précarité des liens avec l'économie non agricole ou les centres de croissance; déclin de la qualité des ressources naturelles; et chocs tels que les catastrophes naturelles. Au niveau microéconomique, certains des facteurs importants sont: inégalité d'accès aux avoirs productifs; chocs tels que le décès du soutien de famille; et exclusion sociale liée à l'appartenance sexuelle, à l'origine ethnique, à la religion, à la classe sociale ou à la caste.

3. La sous-alimentation dans la région est un problème insidieux qui appelle une attention stratégique et urgente et une action soutenue à plusieurs niveaux. Par exemple, les taux de retard de croissance et de dépérissement des enfants en Asie du Sud sont les plus élevés au monde, malgré la forte croissance économique enregistrée par la plupart des pays de la région au cours des dix dernières années. Ainsi, il convient de prendre également en considération l'insécurité alimentaire de ceux qui sont exclus des grands axes du développement et pour qui des prestations et avantages fondés sur les droits¹ peuvent s'avérer adaptés. Pour être rentables, les solutions à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle doivent intégrer les aspects sexospécifiques de la santé maternelle et infantile, de la participation des femmes à la main d'œuvre et des taux de migration et de fécondité.

II. Perspectives pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde

4. L'une des plus grandes difficultés qui se pose, lorsque l'on cherche à réduire davantage l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, est de pouvoir proposer aux plus pauvres de la nourriture à des prix peu élevés et stables, et ceci d'autant plus que d'après les prévisions des Perspectives agricoles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la FAO 2011-2020, les cours mondiaux du riz, du blé, du maïs et des graines oléagineuses devraient être plus élevés en termes réels de respectivement 40, 27, 48 et 36 pour cent dans les cinq années comprises entre 2015/2016 et 2019/2020 que dans les cinq années comprises entre 1998/1999 et 2002-2003².

5. De manière générale, on s'attend à ce que les prix grimpent en raison d'un certain nombre de facteurs. Une croissance démographique et économique soutenue, ainsi que les prévisions d'augmentation de l'utilisation de biocarburants (en fonction des politiques en la matière et des prix du pétrole) accentueront la pression exercée sur la demande. Du côté de l'offre, si les prix du pétrole continuent à grimper, les coûts de production agricole et, partant, les prix des denrées alimentaires feront de même. Les contraintes qui pèsent sur les ressources naturelles, notamment le changement climatique et le manque d'eau et de terres productives dans certaines régions, constituent également des obstacles de taille à la production de denrées alimentaires dont les prix soient abordables pour les plus démunis.

¹ Par « prestations et avantages fondés sur les droits », on entend l'aide susceptible de devoir être fournie pendant une période plus longue que celles prévues par les dispositifs de protection sociale, qui sont généralement utilisés dans le cas de chocs de courte durée entravant l'accès à la nourriture.

² http://www.agri-outlook.org/document/12/0,3746,en_36774715_36775671_48168716_1_1_1,00.html.

6. Sur une note plus positive, il existe une marge confortable d'augmentation de la productivité des cultures grâce aux nouvelles technologies et à une vulgarisation plus efficace, et il est également possible de réduire les pertes dans la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, ces gains ne pourront se concrétiser sans investissements supplémentaires. On peut aussi envisager d'étendre les terres exploitées en Afrique, en Asie centrale, en Amérique latine et en Ukraine mais, une fois encore, cela nécessitera des investissements adéquats. En outre, l'expansion des terres arables peut avoir des conséquences néfastes sur l'environnement. Et à l'exception possible de l'Asie centrale, on ne trouve dans la région Asie-Pacifique que très peu de terres disponibles à des fins d'expansion.

7. Certains arguments convaincants laissent penser que les prix des denrées alimentaires seront également plus volatils dans l'avenir. Si la fréquence des événements climatiques extrêmes augmente, il en ira de même pour les chocs de production, ce qui aura pour conséquence d'accroître la volatilité des prix. De plus, les politiques en matière de biocarburants ont créé de nouveaux liens entre les prix du pétrole et les prix des denrées alimentaires. Si les premiers augmentent, la demande de biocarburants augmentera elle aussi, ce qui fera grimper le cours du maïs; et l'inverse se produira lorsque les prix du pétrole diminueront. La hausse des prix du maïs peut à son tour entraîner une hausse des prix du blé et du soja, par un phénomène de substitution de la production et de la consommation (par exemple, diminution des plantations de soja et augmentation de la demande de blé pour nourrir le bétail), et ensuite des prix du riz, par un mécanisme similaire. Les prix des céréales de base sont donc maintenant plus étroitement liés à ceux du pétrole. Ces derniers ayant toujours été plus volatils que les prix des denrées alimentaires, les marchés mondiaux des produits alimentaires pourraient se trouver en proie à une volatilité accrue. Une autre source de volatilité pourrait venir d'une plus grande activité (par exemple les fonds de retraite) des marchés financiers où se négocient des fonds indexés sur des produits, bien que cette question fasse l'objet d'un débat houleux dont l'issue est incertaine.

8. Sur le long terme, la FAO prévoit que la production alimentaire des pays en développement devra doubler d'ici à 2050 pour satisfaire la demande. Dans la région Asie-Pacifique, la production végétale (tous les types de cultures) devrait enregistrer une croissance de l'ordre de 1,3 pour cent par an en Asie du Sud et de 0,8 pour cent par an en Asie de l'Est³. L'Asie est différente des autres régions, toutefois, car la quasi-totalité de la croissance devra provenir de hausses de rendement ou d'une intensification des cultures. Si, entre 2005-2007 et 2050, l'expansion de terres arables devrait atteindre 30 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 25 pour cent en Afrique subsaharienne, elle ne devrait être que de 5 et 2 pour cent, respectivement, pour l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est. En raison d'une forte croissance des revenus et du désir des consommateurs de diversifier leur alimentation, la production de viande devra augmenter plus rapidement encore que la production végétale – pour les pays en développement dans leur ensemble, la production de viande devra augmenter de 132 pour cent⁴.

III. Nouveaux enjeux

Accroître la productivité agricole

9. Si l'on entend améliorer l'accès à la nourriture des consommateurs et des agriculteurs pauvres, il est essentiel d'accroître la productivité agricole. Une productivité agricole plus élevée est synonyme de profits plus élevés pour les agriculteurs pauvres et de prix plus bas pour les consommateurs les plus démunis, deux facteurs qui favorisent la sécurité alimentaire et réduisent la vulnérabilité. Accorder une attention prioritaire au secteur agricole et rural permettra également de réduire les pressions économiques alimentant l'exode rural, qui contribue à aggraver l'insécurité alimentaire dans les villes.

10. Pour trouver des moyens efficaces d'augmenter la productivité, il convient de prendre en compte les pénuries à venir de main d'œuvre et de ressources naturelles. Par exemple, d'ici à 2050, 63 pour cent de la population de la région vivra dans les zones urbaines. La taille de la main d'œuvre agricole a déjà commencé à diminuer dans plusieurs pays de la région en termes absolus, et la pénurie

³ Bruinsma J. 2009. The resource outlook to 2050. By how much do land, water use and crop yields need to increase by 2050? Disponible (en anglais) à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak971e/ak971e00.pdf>.

⁴ http://www.agri-outlook.org/document/12/0,3746,en_36774715_36775671_48168716_1_1_1,00.html.

de travailleurs se fait sentir en de nombreux endroits; de meilleures connaissances et des techniques à forte intensité de capital seront donc nécessaires pour maintenir la production et fournir des denrées alimentaires à des prix abordables. Ceci nécessitera des investissements plus importants (principalement du secteur privé) dans les machines, et davantage d'investissements privés et publics dans la formation afin de renforcer les compétences des agriculteurs. Les recherches sur des variétés de cultures résistantes aux agressions telles que sécheresse, immersion et salinité revêtiront également une importance capitale, mais les activités de recherche et de vulgarisation devront tenir compte des pénuries d'intrants mentionnées plus haut.

11. Les agriculteurs actuels et futurs n'investiront dans l'agriculture que s'ils sont persuadés de la rentabilité de leurs investissements, ce qui suppose des politiques et un environnement réglementaire appropriés ainsi que des investissements d'appui dans une vaste gamme de biens publics, parmi lesquels: i) investissements directs dans la recherche et le développement agricole, pour améliorer la productivité et renforcer la capacité des systèmes agricoles, en particulier les petites exploitations, de s'adapter au changement climatique et à la pénurie de ressources; ii) investissements visant à lier le secteur agricole primaire avec les sources de la demande, y compris les institutions agricoles, les services de vulgarisation, le réseau routier rural, les ports, le réseau électrique, l'entreposage et les systèmes d'irrigation; et iii) investissements non agricoles pour améliorer l'environnement institutionnel rural et la qualité de vie humaine; ces investissements englobent l'assainissement et l'approvisionnement en eau salubre, les soins de santé et l'éducation, en particulier des femmes.

12. En règle générale, ces investissements sont tous extrêmement rentables, que ce soit sur le plan financier ou sur celui de la réduction de la pauvreté. Les investissements visant à améliorer la productivité et la capacité de rebond de l'agriculture des pays en développement contribuent à renforcer la sécurité alimentaire à de nombreux égards. Ils peuvent atténuer la volatilité des prix des denrées alimentaires en augmentant la productivité (par exemple l'irrigation) et améliorer la gestion technique de la production et des risques, en particulier dans le contexte du changement climatique. Ils peuvent aider les agriculteurs et les ménages à mieux s'adapter aux répercussions de la volatilité lorsque celle-ci survient. Ils peuvent aussi rendre les produits alimentaires moins chers pour les consommateurs démunis et accroître les revenus des agriculteurs pauvres. Ces investissements feront reculer la pauvreté plus efficacement s'ils profitent aux petits agriculteurs, car ce sont ces derniers qui assureront la majeure partie de la production dans la région Asie-Pacifique dans un avenir prévisible. Si l'urbanisation peut, à terme, entraîner une augmentation de la taille des exploitations agricoles, la densité de population est très élevée dans la majeure partie de la région, et il est peu probable que les grandes exploitations comme celles que l'on trouve aux Amériques deviendront la norme dans la région, en tout cas pendant de nombreuses décennies.

13. Ces types d'investissement dans le capital humain, les infrastructures et la recherche scientifique sont très basiques, mais ils n'en sont pas moins essentiels pour permettre aux pauvres de se hisser hors de la pauvreté. Sans eux, il est impossible d'imaginer éradiquer l'insécurité alimentaire. Tout aussi important, le développement et l'assimilation des technologies nécessitent un environnement porteur fait de politiques, d'institutions, de lois, d'infrastructures et de capacités humaines saines et efficaces. Outre la recherche, le développement et la vulgarisation, ces facteurs cruciaux doivent être améliorés de manière globale et intégrée afin d'accroître et de maintenir les investissements dans l'agriculture.

14. Une entrave majeure à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région est la stagnation de la productivité des cultures, comme en témoignent les seuils de rendement des principales cultures céréalières dans certaines parties de la région. La disponibilité des cultures céréalières est importante, car elles constituent la première source de calories pour les pauvres. Le riz est particulièrement important, car la majeure partie de la production mondiale vient d'Asie, et les tendances régionales de la productivité du riz détermineront dès lors les tendances mondiales. En outre, parce que de nombreuses personnes en proie à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire échapperont à la pauvreté grâce à des emplois dans le secteur non agricole, il est important de stimuler davantage la productivité du riz et du blé afin de rendre ces produits de base essentiels plus abordables. Les salaires étant déterminés en partie par les prix des denrées alimentaires, des produits de base à un prix abordable aident à améliorer la compétitivité d'un secteur manufacturier à forte intensité de main d'œuvre, ce qui

stimule l'emploi et les revenus des pauvres et améliore indirectement leur accès à la nourriture. La compétitivité du secteur manufacturier est donc liée à la compétitivité du secteur agricole.

15. La croissance de la production et de la consommation de céréales a été largement dépassée par la croissance des produits laitiers et carnés, et cette tendance devrait se poursuivre. La croissance économique rapide de la région Asie-Pacifique a fait grimper la demande de produits animaux, et le secteur de l'élevage s'est dès lors imposé comme l'une des composantes les plus dynamiques de l'économie alimentaire régionale. Le secteur peut contribuer de manière substantielle aux objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de réduction de la pauvreté; toutefois, il nécessite un environnement politique porteur qui permette d'améliorer la capacité des petits éleveurs à accéder à des marchés en plein essor et à faire face aux maladies qui peuvent menacer le moyens de subsistance des producteurs et la sécurité alimentaire. Les petits éleveurs dans la région étant souvent des femmes, il serait utile d'investir dans des services et des politiques d'appui qui leur permette d'accroître leur productivité.

16. Une plus grande équité hommes-femmes pour l'accès aux ressources, aux biens et aux services est également indispensable pour augmenter la productivité agricole, surtout eu égard à la féminisation de la main d'œuvre agricole dans certains pays. Souvent, les femmes ne bénéficient pas du même accès que les hommes à la terre, au bétail, à la main d'œuvre, à l'éducation, à la vulgarisation, aux services financiers et à la technologie, et cet écart a un coût pour l'économie. La FAO a estimé que si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient accroître de 20 à 30 pour cent le rendement de leur exploitation. Ceci pourrait faire grimper de 2,5 à 4 pour cent la productivité agricole dans les pays en développement ce qui, partant, réduirait de 12 à 17 pour cent le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde⁵.

17. Une augmentation des investissements est essentielle à l'accroissement de la productivité agricole. La plupart des investissements, que ce soit dans l'agriculture primaire ou dans les secteurs en aval, proviennent de sources privées, et devront continuer à provenir de sources privées dans l'avenir. Les agriculteurs doivent acheter l'outillage et les machines, investir dans l'amélioration de la fertilité des sols et acquérir les connaissances leur permettant de mieux gérer leurs exploitations. L'investissement du secteur privé doit aussi être encouragé à tous les stades de la chaîne de valeur – depuis les secteurs en amont (production et distribution des semences et des engrais) jusqu'aux secteurs en aval (transformation, commercialisation et distribution).

18. Enfin, l'augmentation de la productivité au niveau de l'exploitation ne constitue pas le seul moyen d'améliorer l'offre et de répondre à la demande. Selon une récente étude commandée par la FAO, 1,3 milliard de tonnes de produits alimentaires sont perdus ou gaspillés chaque année dans le monde⁶. La majeure partie du gaspillage se produit dans les pays développés et la majeure partie des pertes, dans les pays en développement. Le défi consiste à trouver des moyens économiques et efficaces de réduire ce gaspillage et ces pertes. Par conséquent, la recherche, la vulgarisation et l'investissement dans l'amélioration de la gestion et de la logistique après récolte seront des composantes importantes de toute stratégie de développement agricole élargie.

Gérer les ressources naturelles et le changement climatique

19. Les moyens de subsistance des plus démunis et l'augmentation future de la productivité agricole dépendent fondamentalement de la base des ressources naturelles, présente et à venir. Une gestion durable de ces ressources est dès lors essentielle à la sécurité alimentaire, notamment en raison des contraintes pesant sur les terres arables mentionnées plus haut. Heureusement, la nécessité d'une utilisation et d'une gestion durable des ressources naturelles et la contribution stratégique de celles-ci à la satisfaction de la demande actuelle et future dans la région sont de mieux en mieux reconnues;

⁵ FAO, 2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture: Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. 2011. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>.

⁶ Gustavsson J., Cederberg C., Sonesson U., van Otterdijk R. et Meybeck A. 2011. Global Food Losses and Food Waste. Disponible (en anglais) à l'adresse: http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ags/publications/GFL_web.pdf.

néanmoins, il reste beaucoup à faire afin de s'assurer que de nouveaux progrès en matière de réduction de l'insécurité alimentaire puissent être accomplis.

20. Les mers et océans de la région Asie-Pacifique comptent parmi les eaux les plus exploitées de la planète, et la région est le plus gros producteur de poisson au monde, tant au niveau des pêches de capture que de l'aquaculture. Sur le plan de la consommation, le poisson est indispensable à un régime sain et équilibré. À mesure que les revenus augmentent, la demande croissante de poisson pourrait être satisfaite par un écosystème extrêmement résistant et productif, mais les signes de surpêche sont de plus en plus visibles dans les mers de la région. La mobilité considérable des flottes de pêche régionales a jusqu'à présent maintenu la production à un niveau élevé, mais les zones inexploitées sont de moins en moins nombreuses.

21. La pêche continentale apporte elle aussi une contribution importante et souvent ignorée à la sécurité nutritionnelle et alimentaire dans plusieurs zones clés de la région. L'Asie assure plus de 66 pour cent de la production mondiale de la pêche continentale. Les pressions exercées sur les ressources en eau et la transformation des habitats menacent certaines de ces zones de pêche de première importance, et si les chiffres de production semblent globalement en augmentation, ils cachent une diminution inquiétante de la diversité et de la production dans certaines pêcheries.

22. L'aquaculture dans la région a connu une expansion considérable et soutenue, et produit aujourd'hui plus de poisson de consommation que les pêches de capture. La région produit 89 pour cent du poisson de consommation issu de l'aquaculture à l'échelle mondiale, et près de 79 pour cent de la valeur des denrées alimentaires produites de cette manière. Néanmoins, l'aquaculture connaît des difficultés liées à la terre, à l'eau et à sa dépendance à la farine de poissons marins pour l'alimentation des poissons d'élevage.

23. Ces risques pour les ressources aquatiques, que ce soit dans les pêches de capture ou dans l'aquaculture, peuvent être accentués par des menaces extérieures comme le changement climatique, la pollution et l'intensification des activités côtières telles que le tourisme et le développement industriel. Si l'on entend réduire ces risques, il est indispensable de promouvoir des stratégies globales et participatives pour une gestion des pêches et de l'aquaculture basée sur l'écosystème, avec des politiques axées sur la production de bénéfices sociaux et économiques durables pour les différentes parties prenantes plutôt que sur une simple maximisation de la production. Il sera par exemple crucial d'améliorer le cadre réglementaire afin de limiter la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, et d'utiliser le secteur privé pour encourager l'adoption de pratiques optimales dans l'aquaculture.

24. Les forêts, particulièrement dans les régions montagneuses, fournissent aux communautés rurales du bois de chauffe, du bois d'œuvre, d'autres produits forestiers (denrées alimentaires, plantes médicinales et autres produits commercialisables) ainsi qu'une série de services environnementaux, notamment la protection de la biodiversité (dont les bénéfices s'étendent bien au-delà des zones rurales). Les forêts littorales protègent de vastes terres agricoles et bassins d'aquaculture qui sont régulièrement menacés par les cyclones, l'invasion d'eau salée, le prédatisme et l'érosion du sol, autant de phénomènes qui ont des conséquences néfastes pour les plus démunis. Si le boisement, la réhabilitation et la protection des forêts ont permis d'améliorer la situation, les ressources forestières sont toujours exposées à un niveau de stress élevé, encore exacerbé par une population nombreuse et en pleine croissance, une pauvreté généralisée, une gouvernance inefficace, des droits de propriété ambigus, des institutions faibles et des politiques inadaptées. Une gestion forestière améliorée visant à reconstituer la base des ressources naturelles et à conserver les ressources existantes est susceptible de générer d'importants revenus, et donc d'améliorer la sécurité alimentaire des acteurs locaux. De nombreuses activités forestières (boisement, reboisement, gestion améliorée des forêts naturelles, conservation, protection des bassins versants, agroforesterie, foresterie urbaine, etc.) contribuent également de manière directe à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

25. En raison de la croissance économique rapide enregistrée dans la région, la demande en eau destinée à un usage domestique et industriel augmente plus rapidement que la demande en eau destinée à l'agriculture. L'eau devient ainsi une ressource de plus en plus rare dans de nombreuses parties de la région Asie-Pacifique, alors qu'elle est indispensable pour assurer le niveau de productivité élevé nécessaire pour réduire l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, le secteur agricole étant

de loin le plus gros consommateur d'eau de la région (et même du monde), il doit en faire un usage plus efficace et plus productif. Dans de nombreux endroits, l'eau souterraine est extraite plus rapidement qu'elle ne se réalimente naturellement, ce qui entraîne un abaissement du niveau des nappes phréatiques et fait naître des craintes quant à la viabilité à long terme de l'exploitation de ces nappes. Dans certains cas, ce rabattement excessif est dû à des politiques de subvention de l'électricité ou du combustible, qui accélèrent l'épuisement des nappes. Les systèmes d'irrigation en surface doivent être remis en état et modernisés pour répondre de manière durable à la demande émanant du secteur agricole, des industries et des ménages.

26. Le changement climatique a des répercussions sur l'ensemble du secteur agricole, car il entraîne une modification des zones agroécologiques et des phénomènes tels que sécheresses, désertification, variations des cycles hydrologiques, élévation du niveau de la mer et invasions d'eau salée. Ces évolutions pourraient transformer radicalement la répartition agricole actuelle de la région, y compris celle de l'aquaculture et de l'élevage, et menacer la biodiversité agricole *in situ*. La gravité et l'imprévisibilité accrues des phénomènes météorologiques, l'élévation du niveau de la mer et probablement les ondes de tempête menaceraient grandement la pêche côtière et l'aquaculture, et compromettraient leur contribution à la sécurité alimentaire des ménages et aux économies nationales, en particulier dans les îles peu accidentées et les vastes zones de delta. Les personnes déjà victimes de l'insécurité alimentaire et qui ont de faibles capacités d'adaptation sont les plus vulnérables. Il est essentiel de financer la recherche agricole afin de développer de nouvelles variétés de cultures résistantes au sel, à la sécheresse et aux inondations, et de mettre au point de nouvelles pratiques qui accroissent la résistance de l'agriculture au changement climatique. L'agriculture a également la capacité de contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique grâce à des améliorations pratiques dans les systèmes de production de l'agriculture, de l'aquaculture et de l'élevage, ainsi qu'à des pratiques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

27. Comme nous l'avons déjà dit, le secteur de l'élevage a contribué de manière considérable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et continuera de le faire, mais les conséquences de cette croissance sur l'environnement et la santé publique, et notamment le fait qu'elle participe au changement climatique, suscitent de vives inquiétudes. Par exemple, la mondialisation des systèmes alimentaires a entraîné une intensification de la circulation des technologies, des capitaux, des personnes et des biens, y compris les animaux vivants et les produits d'origine animale, partout sur la planète. L'accroissement des flux commerciaux, ainsi qu'une concentration d'animaux de plus en plus importante, souvent à proximité d'importantes populations humaines, ont contribué à accroître le risque de propagation des maladies animales et les risques de santé publique liés aux animaux. Parallèlement, une couverture insuffisante des services d'appui et un mauvais accès à ces services (surveillance et contrôle des maladies, vaccination, services vétérinaires curatifs, appui consultatif, etc.) mettent en péril les moyens de subsistance et les perspectives de développement de nombreux petits éleveurs pauvres dans la région.

Des mesures plus efficaces pour contrer la volatilité des prix des denrées alimentaires

28. Les récentes fluctuations de prix sur les marchés mondiaux de l'alimentation ont mis au premier plan la question de la volatilité et du niveau élevé des prix des denrées alimentaires. Lorsque les prix fluctuent de manière sensible, même s'ils restent acceptables en moyenne, les chocs à court terme rendent les petits agriculteurs et les consommateurs démunis vulnérables aux pièges à long terme de la pauvreté. En outre, les petits exploitants trouvent difficile d'investir lorsque les prix fluctuent et sont imprévisibles⁷.

29. Les participants à la réunion des ministres de l'agriculture du G20 tenue les 22 et 23 juin 2011 à Paris ont adopté une série de recommandations, mises en avant dans un rapport coordonné par la FAO et l'OCDE sur les mesures adoptées par les pouvoirs publics en réponse à la volatilité des prix sur les marchés alimentaires et agricoles⁸. Une des principales recommandations était de mettre en

⁷ Voir FAO (2011), L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde.

⁸ Le rapport est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/economic/est/volatilite-des-prix/fr/>. Les autres organismes participants sont le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds monétaire international (FMI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le PAM, la Banque mondiale,

œuvre un vaste éventail de mesures visant à stimuler la croissance de la productivité, augmenter la production alimentaire et renforcer la viabilité et la capacité de rebond à long terme du système alimentaire et agricole, en accordant une attention spéciale aux petits agriculteurs, notamment les femmes et les jeunes. Ces mesures devront inclure un renforcement de la recherche et de l'innovation agricoles et la mise en place d'un environnement porteur afin d'encourager l'investissement public et privé dans l'agriculture.

30. Une autre recommandation était de lancer le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) pour intensifier la collaboration entre les organisations internationales, les grands pays exportateurs et importateurs de denrées alimentaires et le secteur privé, avec pour objectif de fournir une information précise et transparente. AMIS se fonde sur les mécanismes d'information existants et est hébergé par la FAO. Les gouvernements du G20 ont également appelé à la création d'un Forum pour une intervention rapide intégré à ce système en vue d'améliorer la coordination politique internationale. Le Forum débattrait des mesures à prendre lorsque la situation des marchés indiquerait un risque élevé d'insécurité alimentaire et travaillerait en étroite collaboration avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour promouvoir une plus grande convergence des politiques internationales.

31. Reconnaissant que les prix continueront de fluctuer (même si l'ampleur et la fréquence de ces fluctuations diminuent), les ministres de l'agriculture du G20 ont demandé aux banques multilatérales de développement et aux organisations internationales de mettre au point des outils de gestion des risques, de contribuer à intégrer la gestion des risques, en particulier pour les petits exploitants, et de poursuivre l'étude des mécanismes anticycliques à l'intention des pays vulnérables devant faire face à des chocs externes, y compris les flambées des prix des denrées alimentaires. Les ministres ont également soutenu les initiatives visant à optimiser l'efficacité de la distribution de l'aide alimentaire et à renforcer les filières de l'offre en cas de chocs des prix et de l'approvisionnement, notamment au moyen de réseaux de réserves prépositionnées et à l'intégration de la gestion des risques dans les achats internationaux d'aide alimentaire. Le G20 est également convenu de lever les restrictions à l'exportation et les taxes extraordinaires pour les produits alimentaires achetés à des fins humanitaires et non commerciales par le Programme alimentaire mondial (PAM), et de ne plus les imposer à l'avenir.

IV. Conclusions et recommandations

32. La région a accompli de grands progrès dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais de nombreuses personnes étant toujours exposées à l'insécurité alimentaire, il reste beaucoup à faire.

33. ***La conférence pourra souhaiter demander aux pays membres*** de mettre l'accent sur l'importance des investissements dans l'agriculture pour augmenter les revenus ruraux et réduire l'écart entre les villes et les campagnes, et de s'efforcer de consacrer à l'agriculture et au développement rural 10 pour cent au moins de leurs dépenses budgétaires, comme cela a été préconisé lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire⁹. Ces investissements devront permettre de fournir un appui marqué à une vaste gamme d'activités: recherche et développement agricoles en amont; techniques de vulgarisation tenant compte de la problématique hommes-femmes et traitement plus équitable des deux sexes en matière d'accès aux ressources productives; diffusion des connaissances autochtones; et développement en aval de chaînes de valeur capables d'assurer une transmission efficace des produits depuis l'exploitation jusqu'aux marchés de détail. La priorité des mesures gouvernementales doit être d'investir dans des biens publics qui suscitent de nouveaux investissements du secteur privé, et de mettre en place un environnement politique et réglementaire sain et transparent.

l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

⁹ Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, Rome, 16-18 novembre 2009. Déclaration disponible à l'adresse:

http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Docs/Final_Declaration/K6050F_Rev10_WSFS_OEWG_FINAL_17_11.pdf.

34. La Conférence pourra souhaiter demander à la FAO de continuer à apporter son soutien aux États Membres dans les domaines suivants:

- tisser des liens entre la recherche et la vulgarisation agricoles en encourageant les partenariats entre les institutions de recherche, les organismes de vulgarisation et d'autres acteurs clés et en augmentant le nombre de femmes parmi les agents de vulgarisation;
- élaborer des statistiques mieux ventilées par sexe sur l'agriculture, la pêche et la foresterie. De meilleures données dans ces domaines sont indispensables pour améliorer la pertinence des systèmes de recherche et de vulgarisation et formuler des politiques plus efficaces;
- renforcer les systèmes d'information sur les marchés agricoles, en forgeant notamment des liens plus étroits entre les systèmes mis au point par les organismes régionaux et le secrétariat du Système global interinstitutions d'information sur les marchés agricoles (AMIS), dont le siège se trouve à Rome. Des données plus complètes permettront de mieux informer les acteurs des marchés et d'éviter les flambées de prix induites par la panique que peut entraîner une mauvaise information;
- améliorer la gouvernance et la réglementation du secteur de l'élevage afin de faire en sorte que la croissance rapide soit viable sur le plan de l'environnement et ne menace pas la santé humaine. Il est nécessaire de mettre en place de toute urgence une collaboration en matière de maladies animales transfrontières, en particulier dans les domaines de l'épidémiologie et de la recherche économique, de la surveillance en vue d'une alerte rapide, de la préparation aux situations d'urgence et de la réponse rapide en cas de contamination. L'accès à des laboratoires de référence respectant les normes adoptées au niveau international est crucial en cas d'urgence liée à une maladie. La capacité des pays les plus pauvres à prendre part à l'élaboration de normes en matière de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments doit être renforcée, afin que ces pays soient mieux à même d'améliorer leurs systèmes de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments et obtiennent un meilleur accès aux marchés pour leurs produits animaux;
- développer les forêts et la foresterie pour soutenir les moyens de subsistance, générer des revenus, réduire la pauvreté, préserver l'héritage culturel et maintenir les valeurs environnementales et de biodiversité. La réalisation de ces objectifs exigera un engagement et un appui plus marqué des parties prenantes;
- aider les pays à mettre au point un cadre d'approche écosystémique au travers duquel les activités de pêche et d'aquaculture peuvent être mises en œuvre. Un tel cadre aidera à améliorer la gouvernance et à trouver un juste équilibre entre bien-être environnemental et bien-être humain et social;
- aider les pays membres à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets, en mettant en place des systèmes d'alerte rapide ainsi qu'en élaborant et en diffusant des technologies et des outils de gestion des risques améliorés.